

Bulletin d'histoire politique

Le social et l'actuel: deux clés pour la réécriture de l'histoire nationale

Gérard Bouchard



Volume 7, Number 3, Spring 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060354ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060354ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bouchard, G. (1999). Le social et l'actuel: deux clés pour la réécriture de l'histoire nationale. *Bulletin d'histoire politique*, 7(3), 93–96.
<https://doi.org/10.7202/1060354ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le social et l'actuel: deux clés pour la réécriture de l'histoire nationale*

•••

Gérard Bouchard

Professeur au département des Sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi
et chercheur titulaire,

Institut interuniversitaire de recherches sur les populations
(IREP)

Je vais orienter mon commentaire en fonction de ce que j'appelle l'histoire nationale et que je définis comme suit: il s'agit de cette partie de la science historique qui s'emploie à rendre compte de l'ensemble du passé d'une société. À cette volonté de synthèse, s'ajoute le fait que cette histoire prend un caractère officiel, ceci pour deux raisons:

a) elle est destinée à un enseignement à caractère public, par conséquent ouvert à tous¹;

b) son enseignement est parrainé par l'État.

Je pense qu'au Québec et au Canada, la plupart des historiens s'entendent aujourd'hui sur la nécessité de réformer l'histoire nationale mais on soupçonne que leurs raisons ou leurs motivations varient beaucoup de l'un à l'autre. De même, les directions que cette réforme devrait emprunter sont loin de faire l'objet d'un consensus. Je voudrais aborder brièvement chacun de ces deux plans.

I. Pourquoi réécrire l'histoire nationale?

On pourrait dire que, traditionnellement, l'histoire nationale reposait sur deux prémisses ou deux postulats. Premièrement, la nation qu'elle mettait en scène était donnée comme vertueuse, méritoire, admirable. Pour Jack Granatstein par exemple, le Canada est un pays merveilleux et c'est fondamentalement ce qui devrait être enseigné aux jeunes Canadiens. Le même énoncé devrait

en quelque sorte servir de paradigme pour la construction du savoir relatif au passé canadien². Selon le deuxième postulat ou la deuxième prémisse, le *nous* que l'histoire nationale racontait et à qui elle s'adressait était représenté comme homogène, organiquement intégré, ce qui assurait le fondement d'un récit univoque.

Or, nous savons que ces deux prémisses sont devenues inopérantes. D'une part, nous avons découvert que, s'il leur arrive de poser des gestes vertueux, les nations n'en sont pas moins faillibles, c'est le moins qu'on puisse dire. Ceci invite à un regard critique. D'autre part, les sociétés ou les nations modernes se sont diversifiées et les historiens s'accordent pour inscrire cette coordonnée fondamentale dans la structure de leurs récits. En somme, les nations d'aujourd'hui ne se prêtent plus à une narration univoque. Ceci oblige à réviser le nous qui servait de sujet et d'objet à l'histoire nationale.

L'historien est désormais placé devant le défi apparemment insurmontable d'éviter à la fois une mémoire artificielle de la mosaïque et une mosaïque de la mémoire.

II. Comment réformer l'histoire nationale?

Je soumets deux propositions dans la perspective d'une réécriture de l'histoire nationale. Selon ma première proposition, il est très important de définir très exactement l'objectif principal que l'on veut assigner à ce genre historique. Traditionnellement, l'histoire nationale s'employait à célébrer les grandeurs de la nation, à vanter ses hauts faits, à commémorer ses mythes fondateurs, à célébrer ses héros admirables. Ou bien elle était surtout soucieuse de montrer que la nation était différente, distincte de toutes les autres, unique en quelque sorte. L'histoire des Canadiens français a longtemps manifesté cette obsession de la différence et du caractère distinctif; tout comme l'histoire du Canada, constamment préoccupée d'afficher ses différences par rapport à son voisin états-unien.

Je crois qu'à l'avenir il faudrait plutôt assigner à l'histoire nationale une fonction ou une finalité que je qualifierais de sociale, et ce à un double titre. L'histoire nationale devrait procurer à ceux et celles qui l'étudient les conditions d'un apprentissage du social. Elle devrait leur transmettre des éléments de connaissance et de méthode qui leur permettraient de comprendre mieux le milieu, l'environnement collectif dans lequel ils vivent. Elle devrait les aider en quelque sorte à devenir des citoyens plus éclairés, plus responsables, plus critiques et plus autonomes. Mais cette finalité à caractère social devrait faire place également à un important contenu culturel. Car l'histoire nationale doit également contribuer à créer une appartenance, une identité, à inculquer des valeurs, des idéaux, et à instituer une solidarité qui rendent possibles des engagements communautaires, des actions collectives, des mobilisations visant

à transformer la société. On aura noté que selon cette conception, la visée identitaire ne relève pas d'une apologie de la différence; elle est plutôt appelée à nourrir une solidarité active dans une perspective d'engagement communautaire et de changement social.

Ma seconde proposition concerne les rapports de l'historien avec l'actuel, et plus précisément avec l'actualité. On dit couramment que l'historien part de l'actuel. Ce n'est pas toujours vrai et je dirais que, lorsqu'il le fait, il n'y revient pas assez. Je suis bien conscient que, selon plusieurs de mes collègues, la science historique devrait se concentrer sur le passé et se garder de traiter tout ce qui appartient à l'actualité et à la controverse. Je pense exactement le contraire. Il me semble en effet que l'histoire enseignée devrait se construire à partir et en fonction de l'actualité, y compris dans ce qu'elle a de plus controversé. Autrement dit, il ne s'agit pas de reléguer à l'arrière-plan les divisions et les problèmes — c'est-à-dire une bonne partie de ce qui rattache un individu à la vie collective concrète. Il faut au contraire les mettre au point de départ et au cœur de la réflexion historique. À partir de là, il revient à l'historien de montrer en quoi le recours au passé permet de mieux comprendre ces divisions et ces problèmes dans toutes leurs dimensions et dans toutes leurs implications. En fait, le pari consiste à démontrer que l'on comprend mieux l'actuel lorsqu'on l'insère dans les évolutions et dans les tendances longues dont il est un épisode, une figure provisoire.

III. Une conception de la nation

Il serait aisé de montrer qu'une histoire nationale réformée dans le sens qui vient d'être esquissé permettrait de résoudre plusieurs difficultés ou paradoxes auxquels elle doit faire face présentement. J'évoquerai seulement le désintérêt que manifestent les jeunes à l'endroit de l'histoire enseignée, désintérêt qui, dans une large mesure, est dû à la dissociation du passé et du présent, ce qui voue la science historique aux commentaires d'un objet mort, réduit à la chronologie et à l'événementiel. J'évoquerai aussi la difficulté d'élaborer un discours narratif qui puisse avoir un sens pour l'ensemble des composantes d'une société pluriculturelle, aussi longtemps qu'on persiste à le fonder sur une philosophie traditionnelle de l'identité. En effet, la fonction sociale de l'histoire nationale se réalise non pas en dépit de la diversité culturelle ou ethnique mais en son sein et en la mettant à profit. Tout ce qui précède suppose toutefois que l'histoire nationale accepte de ne pas avoir des réponses à toutes les questions, de laisser des dossiers ouverts, de faire voir des désordres, des conflits, des contradictions là où on préférerait montrer de la cohésion, des continuités, de l'harmonie.

Enfin, la réécriture de l'histoire nationale dans le sens qui est ici proposé suppose également une conception de la nation qui ne se construit pas sur une tradition culturelle dominante ou sur un patrimoine intellectuel et culturel

qui consacre l'hégémonie d'un particularisme ethnique. Elle doit au contraire s'ouvrir à l'ensemble du paysage humain d'une société et accepter de remettre en jeu ses acquis symboliques, soit pour les adapter, soit même pour les remplacer, et plus sûrement encore pour les enrichir.

NOTES

* Texte d'une allocution prononcée à un colloque sur l'enseignement de l'histoire à l'Université McGill à l'automne de 1998.

1. La forme masculine est employée en un sens générique tout au long de ce texte
2. Évitions tout malentendu: mon commentaire n'exclut pas qu'après tout, le Canada soit effectivement un pays *merveilleux* (du moins pour une partie de ses citoyens). Simplement, ce genre d'énoncé ne saurait se trouver qu'au terme d'une démarche scientifique et non pas au début.